

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 904

Erratum: Friture
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vers quel marché agricole mondial ?

L'Europe, avec la perspective du grand marché dès 1993, occupe, c'est normal, le devant de la scène de la politique économique extérieure.

Sans qu'on y prenne garde pourtant, d'autres négociations, comme celles au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), plus discrètes et d'apparence technique, sont en train de façonner le paysage commercial mondial «jusqu'à la fin du siècle et au-delà». L'URUGUAY ROUND, du nom du pays-hôte de la conférence ayant décidé son déroulement, engagé depuis fin 1986 au sein du GATT, devrait durer 4 ans et constitue un vaste forum commercial multilatéral réunissant une centaine de pays, dont la Suisse. En bref, il s'agit de libéraliser les échanges, d'étendre le champ d'application des accords du GATT (créé voici 40 ans) et qui règlent le 90% du commerce mondial, de démanteler les nombreuses formes de protectionnisme et de supprimer les subventions à l'exportation...

De la quinzaine de thèmes discutés lors de l'URUGUAY ROUND, deux tiennent la vedette et voient des thèses contradictoires s'affronter: la libéralisation du commerce mondial des produits agricoles et celle des services. Les USA ont fait du succès des discussions agricoles la question-clé de l'URUGUAY ROUND.

Sur fond de surproduction chronique, de batailles de subventions et de guerre commerciale avec la CE qui leur a ravi des marchés importants, les USA demandent la libéralisation totale des politiques agricoles nationales (suppression des subventionnements, des droits de douane, des restrictions quantitatives...). Position inacceptable pour la CE qui est engagée dans un délicat programme de restructuration de sa politique agricole commune, position également inacceptable pour la Suisse qui

verrait son agriculture disparaître, vu ses coûts de production. Pourtant, victimes de leurs succès et/ou de leurs excès productivistes — dommageables pour l'environnement, les exploitations familiales et les régions marginales — les politiques agricoles des pays riches ont engendré des surplus structurels perturbateurs et coûteux: songeons seulement au sucre, subventionné dans la CE et qui casse les exportations des producteurs traditionnels du tiers monde ou aux excédents céréaliers américains ou européens, soldés au titre de l'aide alimentaire qui décourage les efforts des paysannes des pays pauvres receveurs.

Pour des raisons politiques, écologiques et démographiques, une «spécificité agricole» ne peut manquer d'être retenue par l'URUGUAY ROUND: en agriculture moins qu'ailleurs, le libre jeu de l'offre et de la demande ne garantit une allocation efficace des ressources. Mais où se situera le compromis, face à l'intransigeance américaine et à la demande de libéralisation de nombreux pays en voie de développement (PVD) exportateurs agricoles (les grands d'Amérique latine et d'Asie du Sud-est)?

Lors de son adhésion au GATT en 1966, la Suisse a obtenu un «statut spécial» afin de protéger son agriculture. Sujet à réexamen périodique de la part de nos partenaires, la «spécificité agricole suisse» est de moins en moins acceptée. Mais la Suisse n'est pas tout à fait isolée, d'autres importateurs agricoles importants (Japon, Corée...) avancent le concept de «taux d'approvisionnement national»; il s'agirait alors de «découpler» le nécessaire soutien aux productions agricoles nationales des problèmes de subventions à l'exportation et des échanges internationaux.

Concernant les PVD exportateurs de

produits tempérés (céréales, soja, viande...), il n'est pas douteux qu'ils bénéficieraient d'une revalorisation des prix due à la libéralisation intervenue. En revanche, pour les produits tropicaux (café, cacao, jute...), négociés à part, l'inélasticité de la demande n'autorise guère d'espoir et les discussions en cours revêtent surtout une valeur politique d'estime.

Par ailleurs, deux questions fondamentales ne sont guère abordées dans ce round agricole: quid des conditions sociales et écologiques de production (par exemple la simple libéralisation du commerce des bois tropicaux ne peut qu'accroître le pillage de la forêt tropicale). Quid encore de la transparence du marché et des comportements des grands négociants internationaux (par ex. l'irrésistible expansion mondiale du groupe Jacobs-Suchard se finance en partie par les fluctuations et la détérioration du prix des produits tropicaux, donc sur le dos des pays pauvres). Une libéralisation sans code de conduite réglementant les activités des négociants transnationaux risque de soumettre encore davantage aux lois du marché et à l'influence du négoce international les impératifs de politique de développement des PVD.

Mario Carera

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Mario Carera est coordinateur de la politique de développement de la Communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas.

Friture

Nous vous annonçons dans DP 902 que le troisième programme de la Radio suisse italienne, Rete 3, diffusait des bulletins d'information en dialecte tessinois afin de rappeler cette langue aux jeunes. Une lectrice tessinoise nous fait remarquer qu'il s'agissait d'un poisson d'avril, que le rédacteur de la rubrique «Echos des médias» a trouvé dans ses filets via l'ATS et a servi en friture aux lecteurs de DP... Ça nous apprendra à croire tout ce qu'on raconte à la radio.